

Demande de réinscription au tableau de l'Ordre

Collecte, utilisation et communication des renseignements personnels

En remplissant votre demande de réinscription et tout autre formulaire en lien avec celle-ci, vous consentez à la collecte et à l'utilisation par l'Ordre de vos renseignements personnels transmis aux fins de protection du public. Ceux-ci seront accessibles aux membres du personnel de l'Ordre qui en ont besoin dans l'exercice de leurs fonctions. Cette démarche obligatoire permet :

- ▶ D'analyser votre demande de réinscription;
- ▶ De vous demander de faire toute autre déclaration nécessaire à l'Ordre pour le contrôle de l'exercice de la profession;
- ▶ De vous réinscrire au tableau des membres;
- ▶ Et de protéger autrement le public.

J'ai lu et je comprends.

Pour toute question, demande ou commentaire en lien avec la gestion de vos renseignements personnels par l'Ordre, consultez la section [Protection des renseignements personnels](#) de notre site Web et notre [Ligne directrice sur la protection des renseignements personnels](#).

Partie 1 Renseignements généraux

Section A - Coordonnées personnelles

N° de membre	N° de permis	Date de naissance		
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/> AAAA	<input type="text"/> MM	<input type="text"/> JJ
Prénom		Nom		
<input type="text"/>		<input type="text"/>		
Adresse du domicile				App.
<input type="text"/>				<input type="text"/>
Ville	Province	Code postal	Pays	
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	
Téléphone (domicile)	Téléphone (cellulaire)	Courriel (personnel)		
<input type="text"/> <input type="text"/> - <input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> - <input type="text"/>	<input type="text"/>		

Je souhaite reprendre le permis de comptabilité publique (titre d'auditeur) dont j'étais titulaire au moment de mon retrait du tableau de l'Ordre.

Oui N° de permis A

Non (Vous devez remplir la [demande de renonciation au permis de comptabilité publique](#))

S. O.

Je souhaite reprendre l'accréditation relative à la médiation pour les petites créances en matière fiscale dont j'étais titulaire au moment de mon retrait du tableau de l'Ordre.

Oui Non S. O.

Je souhaite reprendre l'accréditation relative à la médiation en matière civile et commerciale dont j'étais titulaire au moment de mon retrait du tableau de l'Ordre.

Oui Non S. O.

Partie 1 Renseignements généraux (suite)

Section B - Coordonnées professionnelles

Employeur	Titre du poste occupé			Depuis le		
				AAAA	MM	JJ
Adresse professionnelle					Bureau	
Ville			Province	Code postal	Pays	
Téléphone (bureau)		Poste	Télécopieur	Courriel (professionnel)		

Section C - Options de correspondance et préférences d'abonnement

Conformément à la *Charte de la langue française*, l'Ordre communiquera avec vous exclusivement en français.

Adresse de correspondance Adresse du domicile Adresse professionnelle
Courriel de correspondance Personnel Professionnel

Abonnement aux envois électroniques optionnels de l'Ordre

Les communications électroniques liées à la profession comptable et à la mission de l'Ordre, c'est-à-dire la protection du public, de même qu'aux aspects législatif et réglementaire de la profession sont transmises dans le cadre du *Bulletin CPA* ou de courriels personnalisés dont vous ne pouvez vous désabonner.

En plus de ces communications, vous pouvez recevoir des **communications optionnelles** qui vous permettent de rester branché sur la profession et de ne rien manquer des opportunités qui s'offrent à vous, dont le bulletin *CPA plus* et divers courriels ciblés. Vous pouvez choisir quelles communications optionnelles vous seront envoyées parmi les suivantes et vous pourrez toujours changer d'idée.

Je veux recevoir le bulletin *CPA plus*, l'infolettre mensuelle qui contient des nouvelles variées sur la profession (actualités, événements, offres d'emploi, formations, etc.)..... Oui Non

Je veux recevoir les courriels portant sur les sujets suivants :

- Nouvelles d'intérêt général (ex. : actualités, événements)..... Oui Non
- Développement professionnel (ex. : formations et offres promotionnelles)..... Oui Non
- Nouvelles et activités de ma région – Choisissez jusqu'à deux regroupements régionaux
 - Aucun..... 1^{er} choix 2^e choix
 - Abitibi-Témiscamingue 1^{er} choix 2^e choix
 - Chaudière-Appalaches 1^{er} choix 2^e choix
 - Est du Québec..... 1^{er} choix 2^e choix
 - Estrie 1^{er} choix 2^e choix
 - Laval – Laurentides – Lanaudière 1^{er} choix 2^e choix
 - Mauricie et Centre-du-Québec 1^{er} choix 2^e choix
 - Montérégie..... 1^{er} choix 2^e choix
 - Montréal..... 1^{er} choix 2^e choix
 - Outaouais 1^{er} choix 2^e choix
 - Québec..... 1^{er} choix 2^e choix
 - Saguenay-Lac-Saint-Jean 1^{er} choix 2^e choix
- Offres promotionnelles de partenaires..... Oui Non

Transmission de vos renseignements personnels à la Fondation des CPA

La Fondation des CPA du Québec (Fondation) est essentiellement financée par les dons des membres et des candidat(e)s inscrit(e)s au tableau de l'Ordre. Afin d'assurer sa pérennité et le maintien de l'aide essentielle qu'elle apporte à la relève, l'Ordre souhaite obtenir votre autorisation à lui transmettre certains de vos renseignements personnels pour qu'elle puisse communiquer avec vous. Vous pourrez en tout temps modifier votre consentement.

Nous comptons vivement sur vous pour poser ce geste de solidarité et d'engagement envers la Fondation et votre relève!

J'autorise l'Ordre à transmettre mes renseignements personnels à la Fondation. Oui Non

Partie 2 Déclaration

Je demande par la présente ma réinscription au tableau de l'Ordre pour les motifs suivants :

Je m'engage à respecter le *Code des professions*, la *Loi sur les comptables professionnels agréés*, le *Code de déontologie des CPA*, la *Charte de la langue française* et tous les règlements de l'Ordre. Vos initiales

Je comprends que, conformément à la *Loi sur les CPA*, je ne pourrai pas utiliser la double désignation faisant référence à mon ordre d'origine, le cas échéant. Vos initiales

J'atteste que depuis la date de mon retrait du tableau de l'Ordre, je n'ai pas offert de services de comptabilité publique, comprenant les missions d'audit, d'examen et de compilation, que je ne me suis pas présenté en tant que comptable professionnel agréé, et que je n'ai pas utilisé le titre de CPA ou tout autre titre ou abréviation pouvant laisser croire que j'étais membre en règle de l'Ordre. Vos initiales

Je m'engage à ne pas offrir ni dispenser de tels services et à ne pas utiliser le titre de comptable professionnel agréé jusqu'à la date de ma réinscription officielle au tableau des membres de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec. Vos initiales

Je suis âgé ou serai âgé d'au moins 55 ans au 31 mars précédant ma réinscription au tableau de l'Ordre, j'ai été inscrit au tableau de l'Ordre des CPA du Québec pendant au moins 10 ans et mes revenus liés à un emploi, à l'exercice de la profession ou à une entreprise sont inférieurs à 25 000 \$.

Oui – Veuillez remplir le formulaire de validation du statut de membre retraité.

Non

Partie 3 Déclarations en vertu de l'article 45.2 du *Code des professions*

3.1 J'ai (ou une entité dont je suis l'unique administrateur ou le principal actionnaire) fait faillite au Canada ou à l'étranger et je n'en ai pas encore informé l'Ordre par écrit.¹ Oui Non Déjà déclarée

3.2 J'ai été déclaré coupable d'une infraction à une loi fiscale, à une loi sur les valeurs mobilières ou à une loi visant la lutte contre le recyclage des produits de la criminalité ou le financement d'activités terroristes, tant au Canada qu'à l'étranger, ou à un règlement adopté en vertu de telles lois et je n'en ai pas encore informé l'Ordre par écrit.² Oui Non Déjà déclarée

Voici des exemples de situations pour lesquelles vous devez répondre « Oui » :

- J'ai reçu un constat d'infraction pour avoir omis de produire une déclaration de revenus de la manière et selon les délais prévus et j'ai dû payer une pénalité aux autorités fiscales.
- Dans le cadre d'une poursuite intentée par les autorités fiscales, la Cour du Québec m'a condamné à payer une amende en vertu de la *Loi sur l'administration fiscale*, de la *Loi sur la taxe d'accise* ou de la *Loi concernant l'impôt sur le tabac*.
- Dans le cadre d'une poursuite intentée par l'Autorité des marchés financiers, la Cour du Québec m'a condamné à payer une amende en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières*.
- Dans le cadre d'une poursuite intentée par le Service des poursuites pénales du Canada, la Cour du Québec m'a condamné à payer une amende en vertu de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement d'activités terroristes*.

¹ Conformément à l'article 16 du *Code de déontologie des comptables professionnels agréés*, vous devez informer le syndic de l'Ordre par écrit dans les 10 jours de la survenance de la faillite.

² Conformément à l'article 59.3 du *Code des professions*, vous devez, dans les 10 jours à compter de celui où vous en êtes vous-même informé, aviser le secrétaire de l'Ordre que vous faites l'objet d'une telle décision. Conformément à l'article 15 du *Code de déontologie des comptables professionnels agréés*, vous devez également, dans les 10 jours suivant la décision, en aviser le syndic de l'Ordre.

Partie 3 Déclarations en vertu de l'article 45.2 du Code des professions (suite)

3.3 J'ai fait l'objet d'une décision finale d'un organisme administratif qui conclut que j'ai contrevenu à une loi fiscale, à une loi sur les valeurs mobilières ou à une loi visant la lutte contre le recyclage des produits de la criminalité ou le financement d'activités terroristes, tant au Canada qu'à l'étranger, ou à un règlement adopté en vertu de telles lois.³ Oui Non Déjà déclarée

Voici des exemples de situations pour lesquelles vous devez répondre « Oui » :

- Le Tribunal administratif des marchés financiers m'a interdit ou a restreint mon droit d'exercer certaines activités ou d'occuper certaines fonctions en lien avec les valeurs mobilières ou m'a imposé une pénalité administrative pour des manquements au *Règlement sur les valeurs mobilières*.
- L'Autorité des marchés financiers m'a imposé une sanction administrative pécuniaire pour avoir contrevenu à la *Loi sur les valeurs mobilières*.
- Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE) m'a imposé une pénalité administrative pécuniaire pour avoir fait défaut de me conformer à la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*.
- Le Tribunal des marchés financiers de l'Ontario m'a imposé une sanction administrative pour une violation à la *Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario*.

3.4 J'ai été déclaré coupable d'une infraction criminelle au Canada ou à l'étranger et je n'en ai pas encore informé l'Ordre par écrit.⁴ Oui Non Déjà déclarée

Voici des exemples de situations pour lesquelles vous devez répondre « Oui » :

- J'ai obtenu une absolution inconditionnelle ou conditionnelle.
- J'ai obtenu une suspension de mon casier judiciaire (un « pardon » administratif).
- Je suis en attente de ma peine.
- Je suis en processus d'appel.
- L'infraction pour laquelle j'ai été déclaré coupable n'est pas en lien avec l'exercice de la profession de CPA.

3.5 J'ai fait l'objet d'une décision disciplinaire d'un autre ordre professionnel ou d'un organisme similaire au Québec ou ailleurs et je n'en ai pas encore informé l'Ordre par écrit.⁴ Oui Non Déjà déclarée

3.6 J'ai été déclaré coupable d'avoir exercé illégalement une profession ou d'avoir usurpé un titre professionnel* au Québec ou ailleurs et je n'en ai pas encore informé l'Ordre par écrit.⁴ Oui Non Déjà déclarée

*Incluant l'exercice illégal d'un acte réservé aux CPA ou l'usurpation d'un titre lié à la profession comptable.

3.7 Je fais l'objet d'une poursuite pour une infraction punissable de cinq ans d'emprisonnement ou plus au Canada ou à l'étranger et je n'en ai pas encore informé l'Ordre par écrit.⁴ Oui Non Déjà déclarée

Partie 4 Signature

J'atteste l'exactitude des renseignements contenus dans la présente demande et je reconnais que toute déclaration fautive ou incomplète pourrait entraîner des conséquences importantes.

Signature

_____| ____| ____|
Date

Partie 5 Frais exigibles et modalités de paiement

Le montant total des frais à acquitter vous sera communiqué par l'Ordre. Pour que votre demande soit traitée, ces frais devront être acquittés en totalité, par carte de crédit.

Votre avis de cotisation, comprenant votre prime d'assurance responsabilité professionnelle, s'il y a lieu, sera déposé dans votre dossier dans les jours suivant votre réinscription. L'Ordre vous en informera par courriel. Les frais exigibles devront être acquittés dans un délai de 30 jours suivant la date de votre réinscription.

 **Prière de retourner ce formulaire dûment rempli et signé par courriel à tableauCPA@cpaquebec.ca.**

³ Conformément à l'article 15 du Code de déontologie des comptables professionnels agréés, vous devez, dans les 10 jours suivant la décision, en aviser le syndic de l'Ordre.

⁴ Conformément à l'article 59.3 du Code des professions, vous devez, dans les 10 jours à compter de celui où vous en êtes vous-même informé, aviser le secrétaire de l'Ordre que vous faites l'objet d'une telle décision.